

## **Compte rendu de la journée Forum SNEP Nantes du 28 novembre 2008**

37 présents issus des UFR SUAPS, STAPS, IUFM, GNDS, CRSU, UNCU, UNEF, ANESTAPS de Caen, Le Havre, Rennes, Brest, Tours, Poitiers, Angers, Nantes, le Mans.

Cette journée s'inscrivait dans le prolongement du Forum National de Mars 2008 à Rennes. L'objectif est de poursuivre la réflexion collective pour envisager les perspectives nécessaires au développement des APSA et de l'EPS à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, que ce soit les STAPS, les SUAPS ou les IUFM. Le SNEP affiche une réelle volonté de dialogue, c'est la raison pour laquelle ont été invités à cette journée l'ensemble des partenaires institutionnels concernés : Présidents des Universités, VP CEVU, Directeurs IUFM, directeurs SUAPS et STAPS. Certains empêchés se sont excusés ou se sont fait représenter, ce qui est le signe de l'intérêt porté à cette initiative du SNEP.

### **Deux objets essentiels ont traversé les débats : la masterisation de l'enseignement et l'enseignement de l'EPS pour tous les étudiants de l'Université.**

La matinée a fait l'objet de trois exposés par des institutionnels : Vincent Lang, VP CEVU Université de Nantes, Bruno Papin, Directeur de l'UFR STAPS de Nantes et M. Heichette, Directeur de l'IUFM. Pour clore cette matinée, Pascal Anger a fait une intervention plus politique au titre du SNEP national.

L'après-midi a été consacré à deux ateliers débats : le premier réunissait essentiellement les collègues des SUAPS qui traitaient la question du développement des APSA et de l'EPS à l'Université ; le second réunissait plutôt les collègues des STAPS et portait sur la masterisation.

Ces différents exposés et débats font l'objet de résumés<sup>1</sup> que chaque participant pourra enrichir à partir de sa propre expérience de cette journée.

## **MATINEE**

### **Intervention de Vincent Lang, VP CEVU Université de Nantes sur la masterisation**

Vincent Lang décrit au niveau local de Nantes comment s'est déroulé le processus de masterisation non achevé à ce jour et pour lequel nous sommes toujours en attente des modalités de financement. Il qualifie la situation de tendue, compte tenu du calendrier : dossier à rendre au 15 février 2009 au ministère ce qui implique la fin des travaux pour la fin janvier au niveau de l'université. Il repère des craintes légitimes sur la formation des enseignants de tous côtés. Il rappelle les trois défis difficiles à tenir:

- formation disciplinaire articulée à la recherche (masters de qualité)
- formation disciplinaire pour 150 diplômés M1 et M2
- formation au concours de type « bachotage » avec 40% disciplinaire (écrit) et 60% oral.

Il souligne ensuite quatre considérations locales :

#### **-1- Fonctionnement université-IUFM**

L'IUFM de Nantes est depuis un an et demi une composante de l'Université. Pour autant, cette école interne a des traditions extrêmement fortes et un statut dérogatoire pendant trois ans avec ses modes de financement et son fonctionnement propre. Cette situation ne facilite pas toujours le regard que portent les autres composantes de l'université. Cela n'a pas empêché la mise en place d'une commission réunissant des représentants de l'IUFM et de l'université dont la mission était de décliner les principes d'une formation professionnelle, cette logique de travail se substituant à une logique de

---

<sup>1</sup> Merci à Laurent Guitet pour ses prises de notes !

territoire considérée plus comme un obstacle que comme un levier. Les travaux de cette commission ont abouti à une note d'orientation, résultat d'un travail réel sans langue de bois, présenté et adopté en CA.

#### -2- Coordination académique

Il y a par tradition un dialogue réel entre les trois universités de l'académie. Ainsi une coordination académique a été mise en place entre les 3 VP CEVU et l'IUFM pour co-habiller les masters enseignement.

#### -3- Carte des formations

Ainsi, conséquence des deux points précédents, chaque université qui préparait les concours pourra ouvrir un master. Cette carte des formations donne à voir semble-t-il un paysage plutôt pacifié.

Même si depuis la fin Novembre il y a eu beaucoup de motions sur le calendrier, la nature des délais ou encore des moratoires, cela n'a pas empêché de construire des maquettes, avec de grandes disparités certes mais les projets se construisent et avancent dans le respect de la note d'orientation du CA.

#### -4- Tensions actuelles sur la construction des projets

La complexité de la structure académique engendre parfois certaines difficultés au niveau des modalités de structuration des masters et il s'agit de dépasser certains faux problèmes comme les mentions ou les parcours, dès lors que chaque maquette répond au triple défi.

La question des stages est une autre source de tensions : quels volumes et modalités et avec quels moyens ? Les stages impliquent l'employeur et par conséquent le Recteur. Cette question ouverte est actuellement à l'étude, M. Heichette, directeur de l'IUFM est chargé de ce dossier. L'enjeu est double : professionnaliser la formation et structurer les maquette. Le scénario d'un seul et même master pour les professeurs des écoles pose un réel problème de flux puisque les PE1 représentent entre 1800 à 2000 étudiants potentiels, ce qui pose la question du contrôle à d'accès à certains Master 1 (PE et STAPS). A ce niveau, une piste de réflexion est en cours : reprendre l'ancien dispositif de contrôle d'accès à l'IUFM (tests), solution plus démocratique car elle garantie l'anonymat et permet la paix sociale avec les étudiants.

Cette intervention est suivie des quelques questions-réponses ou interventions :

Q : les étudiants dans tout cela ?

R : ce qui compte c'est la qualité de la formation des enseignants. Cela n'est pas forcément superposé à l'intérêt des étudiants.

Q : rôle du conseil de formation de l'IUFM ?

R : IUFM composante banale, pleine et entière. L'IUFM se pense surtout en terme de structure, ce qui pose parfois problème alors que les intervenants doivent se reconnaître comme porteurs de compétences. Les compétences travaillent ensemble avant de définir des territoires.

Q : et après le concours ?

R : La double tutelle supérieur (masters) et éducation nationale (concours) pose problème car ces deux ministères ne voguent pas à la même allure.

Intervention : on est parti d'un audit sur le coût des concours ! Si on baisse les effectifs on réduit les coûts. La masterisation est de ce point de vue une rupture historique. Qui va former maintenant les enseignants, les professeurs EPS ou les universitaires ? Il y a là un vrai problème statutaire.

R : l'économie principale c'est le coût des stagiaires ! La régression est sur M2 car ils sont étudiants et nos plus professeurs stagiaires. Par contre, les flux auront tendance à remonter puisqu'il n'existe pas de barrière en M1. Localement, on a besoin de toutes les forces. On ne trie pas en terme de service

premier ou second degré ou universitaire. On a besoin d'enseignants et de praticiens, il n'y a pas de danger à Nantes.

### **Intervention de Bruno Papin, Directeur de l'UFR STAPS de Nantes**

Après avoir brièvement présenté l'UFR, Bruno Papin souligne l'ancrage fort de la filière éducation et motricité ainsi que la place des APSA dans le cursus, particulièrement au niveau des volumes de pratiques. Il apporte ensuite des précisions sur le processus de masterisation au sein de l'UFR.

#### **UFR STAPS et APSA**

800 étudiants et 100 PLC1

EM = plus de la moitié de effectifs

Deux licences professionnelles ouvertes cette année

Deux masters, à la fois professionnels et recherche : l'un sur concepteur de projets (Sciences Sociales : Administration, Territoires, Intégration), l'autre sur l'intervention (Expertise, Performance, Intervention)

APSA en L1 et L2 = 11 pratiques par an ; L3 une spécialité et deux polyvalences.

Parmi les 15 enseignants chercheurs 10 enseignent une pratique sportive.

#### **Masterisation**

Difficultés de mise en place (cf exposé de V. Lang)

Travail avec les partenaires (université du Mans et Réseau des universités ouest atlantique (RUOA)) qui rend plus difficile le montage du master enseignement, a fortiori parce que le choix de l'UFR STAPS de Nantes est d'adosser la formation des maîtres au master EPI dont ce peut être en grande partie la vocation.

Compte tenu des délais et des conditions extrêmement contraintes, l'UFR a constitué une équipe restreinte (membres de la direction, deux prag, deux universitaires et un représentant de l'IUFM) composée de personnes impliquées dans le dispositif. Les principaux points de difficultés portent sur :

- la capacité d'accueil avec un master qui va être en grande augmentation et peut être poser des problèmes de ressources d'encadrement : qui fait quoi ? Source de conflits possibles entre enseignant second degré et universitaires,
- l'expertise scientifique croisée avec l'expertise professionnelle et le concours (articulation entre revue de littérature, expérimentation et mémoire),
- la place des APSA : quelles épreuves au concours ? Cette dimension pose des problèmes importants d'organisation pédagogique et de services des enseignants pour un coefficient de 0,5 qui au bout du compte ne pèse pas de façon majeure sur la préparation des étudiants,
- la gestion du stage : comment s'inscrit-il dans la formation, selon quel calendrier et avec quels moyens ?
- Passerelles : que fait-on des étudiants après la formation en cas d'échec au concours alors que n'existe pas de redoublement possible en M2 ? Quelles reconversions possibles avec l'autre master proposé par l'établissement ?

Au delà de ces difficultés, Bruno Papin conclut en soulignant qu'il existe au sein de l'UFR STAPS un noyau fort de collègues capables de travailler ensemble.

### **Intervention de Pascal Anger au titre du SNEP national**

Pascal Anger introduit son propos en se référant au rapport Auneau-Diagana pour souligner l'enjeu de démocratisation qui nous réunit ce jour. Il resitue ce forum par rapport aux Forums des autres régions en exprimant par exemple le cas de Nancy qui est très différent de la réalité du grand ouest. Le pourquoi de ces journées Forums ce sont les assises de la formation de la maternelle à

l'université. Il faut aujourd'hui développer les rencontres locales pour découvrir les professionnalités de chacun, en dépassant les logiques institutionnelles pour apprendre à travailler ensemble. L'objectif pour l'an prochain serait de pouvoir déployer ce dispositif dans chaque ville universitaire afin de travailler localement et collectivement des questions nationales qui se déclinent de fait de manière de plus en plus décentralisée.

Le contexte actuel est la conséquence de la réforme LRU d'août 2007 qui reformate complètement le fonctionnement de l'Université et qui assigne à ses présidents de plus en plus de pouvoir au détriment de l'autonomie des UFR. C'est à travers cette gestion imitant celle du monde de l'entreprise que se concrétise la masterisation de l'enseignement. En positif la formation qui passe à Bac + 5, ce qui était une revendication du SNEP, à condition que cela aboutisse à une élévation du niveau de qualification. Que le niveau M soit reconnu pour les enseignants est une bonne chose mais que la masterisation de l'enseignement se fasse dans un calendrier fou basé sur l'idée que de la concurrence naîtra la qualité est une visée politique qu'il faut combattre par des contre-propositions. Ce projet gouvernemental portent deux dangers: la diminution de la dépense publique dans le contexte économique et financier que l'on sait, et la possibilité de recruter autrement que par le concours. Quoi de mieux pour fragiliser une profession ? Aujourd'hui c'est un poste sur deux qui n'est pas remplacé après départ à la retraite (deux sur trois en EPS).

Des résistances à construire :

- résister pour ne pas se laisser enfermer dans ce calendrier,
- résister à la logique administrative au profit d'une logique de projet qui met en avant le type d'enseignant qu'il faut former pour quel futur citoyen et quel école,
- résister à la concurrence entre établissements au profit d'un réel partenariat.

4 vigilances à surveiller :

- architecture des masters : lisibilité de la formation des enseignants,
- équilibres scientifique-professionnel-concours-recherche-stages,
- temporalité du concours,
- passerelles : actuellement bonne lisibilité sur PE mais des disparités importantes sur PLC.

#### Débats suite à l'intervention de Pascal Anger

Un point clé est souligné par Catherine Garnarczyk, VP CEVU de l'université de Caen et directrice de l'UFR STAPS, celle de l'habilitation des masters pour former 200 candidats au concours. La masterisation peut induire à terme une disparition des concours. C'est un modèle différent qu'on nous propose qui fait basculer l'indépendance du service public de formation vers une privatisation basée sur la contractualisation. Il s'agit là d'une véritable marchandisation de l'enseignement.

Un autre point porte sur la démocratisation de la pratique des APSA à l'université. Une unité d'enseignement obligatoire à l'université ? Quel contenu, qui valide ? Un projet de texte en cours sur ce sujet. Lien plaisir et apprentissage ?

#### **Intervention de M. Heichette, Directeur de l'IUFM des Pays de Loire**

M Heichette intervient tardivement et brièvement dans la matinée parce qu'il ne pouvait se soustraire à d'autres obligations. Il signale que la masterisation est approuvée dans son principe mais sous certaines conditions, notamment la place de la professionnalisation des étudiants. L'IUFM doit avoir toute sa place dans l'expertise professionnelle. Il souligne un manque important: le temps de formation des actuels PLC2 par rapport à la question du compagnonnage qui ignore tout de l'entrée dans le métier. Il s'interroge sur la faisabilité du dispositif proposé (articulation scientifique, disciplinaire, professionnel, concours).

Une discussion tous azimuts suit cet exposé. Elle clôt la matinée autour des questions suivantes :

- les sous services en STAPS : inquiétudes sur les retours en établissement scolaire et sur le nouveau statut des seconds degrés dans le supérieur.

- De nouvelles modalités possibles de conseil pédagogique pour éviter les effets pervers du compagnonnage ?
- La suppression d'une unité de lieu pour plus de cohérence entre formation et concours, résultat d'un télescopage de plusieurs logiques différentes.
- Quelle cartographie nationale du sport à l'université, comment réduire les cloisonnements STAPS-SUAPS-IUFM ? Sauver sa paroisse ou s'intéresser à l'étudiant ?

## **APRES-MIDI**

L'après-midi démarre par un vidéogramme proposé par la présidente de l'ARIS, société de chercheurs spécialisés sur l'intervention en sport. L'ARIS soutient cette initiative du SNEP et fait part, à travers ce document vidéo, de ses préoccupations relatives à la masterisation.

Elle souligne l'enjeu d'une formation à et par la recherche qui peut permettre d'articuler savoirs d'expériences, savoirs académiques et savoirs professionnels. Elle met en évidence que les travaux des chercheurs adhérents à l'ARIS font l'objet de protocoles aux méthodologies rigoureuses, au plus près des situations de classe. Il s'agit de travaux de recherche à visée compréhensive, donc non prescriptives, mobilisant de nouveaux cadres théoriques par rapport à la pratique et à son analyse (formation par l'analyse réflexive, va et vient théorie-pratique), portant sur la modélisation didactique et la réflexion technologique. Une question subsiste dans ce nouveau contexte de masterisation : qui fait quoi en matière de recherche entre STAPS, IUFM et corps d'inspection ?

Enora Le Jeune, Présidente de l'AE STAPS de Nantes et représentante de l'ANESTAPS fait ensuite une brève intervention pour exprimer ses craintes, sans pour autant prendre une position claire car, étudiante en management, elle ne connaît pas suffisamment ce dossier de la masterisation.

Elle souligne la difficulté pour les étudiants de devoir se payer une année supplémentaire d'études puisque les professeurs stagiaires disparaissent pour devenir étudiants M2. Elle s'interroge sur la sélection du passage en M2. Elle s'inquiète d'une sélection très pyramidale. Elle conclut en précisant la position de l'ANESTAPS qui est plus pour un master disciplinaire qu'enseignement.

Un second temps sépare le groupe en deux ateliers : masterisation de l'enseignement et plan réussite en licence pour examiner la situation au plus près des établissements.

### **Restitution des débats du groupe masterisation**

Caen : situation plus facile qu'en Pays de Loire car existence d'une seule université, un seul STAPS et un seul IUFM. Depuis juin dernier existence d'un groupe de pilotage université-IUFM avec des jeux subtiles car certains se sentent en danger (IUFM). Les responsables IUFM, mentions de masters de l'université et les directeurs des UFR se sont réunis pour décliner des spécialités ou des parcours à finalité enseignement pour les PLC et pour les autres (PE, CPE et PLP) un master enseignement avec des spécialités. Il existe donc un master STAPS habilité et ouvert depuis cette année : trois masters professionnels : management, ergonomie et éducation par les APS. Ce dernier master regroupe entraînement et éducation-motricité. Malgré une procédure d'habilitation difficile (AERS-DGES) il existe à Caen un parcours possible avec comme avantage l'aménagement d'une maquette déjà existante. Il existe à Caen des disciplines beaucoup plus en difficulté que les STAPS.

Rennes-Brest-Quimper : on constate des difficultés liées au niveau de communication et d'information. Ce processus d'élaboration des maquettes dépossède les enseignants second degré qui s'en occupaient. Informations éparses glanées dans les couloir de l'UFR génératrices d'amertume et de ressentiment : VP CEVU de Brest qui travaillerait à ce dossier avec Rennes 1 et Rennes 2 pour élaborer un master enseignement en sciences sociales avec parcours lettres, STAPS...

Le constat d'une grande disparité par rapport à l'autonomie des établissements depuis la loi LRU. Une histoire en marche qui se confirme et pour laquelle les enseignants second degré sont absents. Un cadrage large et flou qui dilue les forces et rend difficile des convergences avec les collègues de l'IUFM même si les collègues de Quimper sont sollicités pour réaliser des maquettes. N'allons nous pas vers plus de disciplinaire au détriment de la formation professionnelle ?

Le problème de la concurrence permanente à l'université est ici souligné, d'autant plus qu'elle semble s'ajouter à des difficultés de politique d'établissement.

Après ce constat de situations très hétérogènes, la discussion se poursuit sur la professionnalisation et la formation : comment accueillir à plein temps un jeune enseignant ? Quelle place accorder en amont aux APS (L1 à L3) pour anticiper la professionnalisation et quelle place des APS en M ? Penser la formation sur 5 ans dans une vision intégrative fondée sur la complexité afin de ne pas produire les effets pervers d'une conception cumulative et associationniste qui aboutit à la dérive physiologique et scientiste actuelle.

Quelques leviers possibles :

- Contraindre pour accéder à l'information au sein de chaque établissement
- Mobiliser les collègues mais aussi et surtout les étudiants car la question des flux est majeure : quel seuil M1/M2 et sur quels critères ?
- Développer ce qui fait la spécificité des STAPS : l'intervention en situation réelle dès la licence et développée en M
- Quel que soit le métier, PE ou EPS, formation par alternance qui met en valeur le stage
- Une réflexion sur les contenus à partir d'une redéfinition des savoirs disciplinaires en STAPS génératrice de développement de l'EPS de l'école à l'université.

### **Restitution des débats groupes plan réussite**

8 SUAPS représentés.

Bilan mitigé car on fait le constat d'une grande diversité des situations. Il n'y a pas à ce jour d'amélioration du développement des pratiques physiques à l'université pour la grande majorité des SUAPS (sauf Angers). Il faut contraindre les universités à proposer au moins dans un premier temps des UE libres sport avec un vrai choix pour les étudiants.

### **La journée s'achève par une discussion générale dont on retiendra les éléments suivants**

Développer la communauté EPS au sein de l'université en légitimant notre action à travers un message clair permettant de dépasser certains poncifs comme les discours tenus sur la santé ou les grandes écoles. Notre action se situe ailleurs. L'EPS et les SUAPS-IUFM-STAPs participent de la vie universitaire, aussi est-il important de ne pas en rajouter sur nos différences. Soyons à la fois lucides sur les missions et capables de jouer sur les points communs en mutualisant nos actions. Au delà de la question des moyens et des redéploiements, c'est un véritable projet de développement des pratiques qu'il faut proposer pour donner au sport et à l'éducation physique toute leur place au sein de l'université.